



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

---











MAINTENANCE DES SYSTEMES ET EQUIPEMENTS DE TELEPHONIE (PABX)

---

Référence N°25OCC01L

Chambre de Commerce et d'Industrie Région Occitanie  
CCI Occitanie  
5 Rue DIEUDONNE COSTES  
31700 BLAGNAC

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Marché de maintenances des systèmes et équipements de téléphonie (PABX)
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	1 an
	<b>Reconductions</b>	3
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Étendue des prestations.....	4
1.4 - Type d'accord-cadre.....	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	5
1.7 Clause de réexamen.....	5
1.8 - Dispositif de vigilance.....	5
2 - Intervenants.....	6
2.1 – Tous intervenants :.....	6
2.2 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur.....	6
2.3 – Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
3 – Durée et délais d'exécution.....	6
3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	6
3.2 - Durée du contrat.....	6
4 - Prix.....	6
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
4.2 - Modalités de variation des prix.....	7
5 – Clause de sauvegarde.....	7
6 - Garanties Financières.....	7
7 - Avance.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes.....	8
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
8.3 - Délai global de paiement.....	9
8.4 - Paiement des cotraitants.....	9
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
9.1 – Obligation d'information et de conseil :.....	9
9.2 –Conformité et réglementation :.....	10
9.3- Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :.....	10
9.4 - Garantie des fournitures :.....	10
9.5 Formation du personnel :.....	10
9.6 - Constatation de l'exécution des prestations.....	10
9.6.1 – Collaboration avec les tiers :.....	10
9.6.2 – Livraisons exécution des prestations associées :.....	10
9.7- Vérifications.....	11
9.7.1 - Décision après vérification.....	11
9.8 – Matériel non installé par le titulaire :.....	11
9.9 – Délais :.....	11
9.9.1 – Prolongation de délais à l'initiative du titulaire :.....	11
9.10 –Concession et droit de propriété intellectuelle :.....	11
9.10.1 – Droit d'usage :.....	11
9.11 - Cybersécurité :.....	12
9.12 - Garantie des prestations.....	12
10 - Développement durable.....	12
11 - Pénalités.....	12
11.1 - Pénalités de retard.....	12
11.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	12
11.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	13
12 - Assurances.....	13
13- Résiliation du contrat.....	13
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	13
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
14 - Règlement des litiges et langues.....	13
13 - Clauses complémentaires.....	14
13.1 - Circonstances imprévisibles.....	14
14 - Dérogations.....	15

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

La consultation a pour objet la maintenance, des systèmes et équipements de téléphonie (PABX)

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Tous les sites des CCI d'Occitanie conformément à l'Annexe 1

Les sites sont amenés à évoluer dans le cadre du présent marché ; ces évolutions seront régies en conformité de l'article 1.7 concernant la clause de réexamen.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-110 et L. 2113-11 du code de la commande publique, la CCI Occitanie a décidé de recourir à un marché non-alloti (lot unique), l'allotissement risquant de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et d'en accroître le coût.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Étendue des prestations

Le montant total des prestations de maintenance préventive, pour la durée de l'accord-cadre, est estimé(e) à : 35 k€ HT annuel.

Ce montant est donné à titre indicatif et ne saurait être considéré comme contractuel.

## 1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande tant pour les parties forfaitaires que pour les commandes à prix unitaires.

En dehors de la maintenance préventive liée aux prestations forfaitaires annuelles, et avant émission d'un bon de commande pour la réalisation d'une prestation de remplacement de petit matériel ou de maintenance curative, il sera demandé au titulaire la formalisation d'un devis pour la réalisation des prestations pour la réalisation et l'émission du bon de commande correspondant.

Les bons de commande seront émis par le service informatique de la CCI Occitanie et notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le référent de la prestation
- les délais de livraison (date de début et de fin)
- les lieux de livraison des prestations
- le montant du bon de commande ;

- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Référent commande :

Gestionnaire Administrative SI

Tel 05 62 74 20 50

Courriel : [f.dencausse@occitanie.cci.fr](mailto:f.dencausse@occitanie.cci.fr)

### **1.6 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

### **1.7 Clause de réexamen**

La présente clause de réexamen est introduite afin de prendre en compte l'évolution :

- des équipements matériels des CCI
- des bâtiments

Consécutivement à l'évolution des organisations, et dans un objectif d'amélioration de sa qualité de service, la CCI Occitanie pourra être amenée à :

- ajouter ou supprimer des sites
- ajouter ou supprimer des équipements et/ou des fonctionnalités aux systèmes de téléphonie.
- modifier le périmètre structurel

Et ce totalement et/ou partiellement.

Si la modification de la structure juridique l'exige, le présent accord cadre sera scindé et transféré par avenant aux « nouveaux » établissements, pour assurer la continuité du marché.

Cette clause de réexamen permettra d'éviter de bouleverser l'économie du marché en cas de conclusion d'un ou plusieurs avenants venant modifier le périmètre matériel, géographique ou structurel du marché.

Il en est de même, en cas de modification financière de la maintenance préventive, à la hausse ou à la baisse, induite par l'évolution de la volumétrie matériels.

Dans le respect du périmètre du présent marché, les évolutions du BPU ne feront pas l'objet d'un avenant.

### **1.8 - Dispositif de vigilance**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

## 2 - Intervenants

### 2.1 – Tous intervenants :

L'intervention sur les installations sont subordonnées à la détention des habilitations constructeur correspondantes. Les certificats correspondants seront fournis à chaque renouvellement.

### 2.2 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

### 2.3 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 3 – Durée et délais d'exécution

### 3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 06/2025.

### 3.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 1 an, à compter de la réception du premier bon de commande. Il est tacitement reconductible 3 fois ; la durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

## 4 - Prix

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le présent marché s'exécute à prix mixtes.

Les prix des forfaitaires et unitaires fixés au Bordereau des prix (BP).

Pour chaque Matériel, figurant en annexe, le candidat devra détailler les éléments suivants :

- la désignation, la marque et la référence du constructeur ou de l'éditeur
- le prix public unitaire en vigueur appliqué par le constructeur ou l'éditeur.

- le tarif public du "Titulaire" est celui applicable dès lors que le constructeur et/ou l'éditeur ne propose pas de tarif public applicable à l'ensemble de sa clientèle ;
- la constitution du prix unitaire applicable à la CCI précisant la mention de coefficient (prix d'achat du titulaire \* coefficient d'entreprise)

#### 4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du second trimestre 2025 (T2) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois "n" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique  
Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766573

Lien Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766573>

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Lorsqu'aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et l'acheteur.

L'acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

### 5 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de la révision de prix, si les modifications tarifaires conduisent à une augmentation de plus de 3%

### 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### 7 - Avance

Aucune avance ne sera versée, en dehors des cas prévus aux Article L. 2191-2, Article L. 2191-3 de la partie législative et du Principe de versement d'une avance (Article R. 2191-3, Article R. 2191-4, Article R. 2191-5) de la partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-TIC et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le lieu d'intervention de la prestation ;
- le relevé du matériel concerné par l'intervention ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

CCI Occitanie (SIEGE)  
5 Rue DIEUDONNE COSTES  
BP 80032  
31701 BLAGNAC CEDEX

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.



Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé)

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon. L'adresse à prendre en compte est Celle(s) indiquée(s) au bon de commande. La mention de l'adresse de livraison sera impérativement reprise obligatoirement dans le corps de la facture.

### **9.1 – Obligation d'information et de conseil :**

Dans le cadre de sa mission le Titulaire s'engage à informer la CCI Occitanie :

- de toutes évolutions législatives et réglementaires ayant des répercussions sur les matériels et prestations associées objet du présent marché,
- des évolutions logicielles ayant des impacts sur le « licensing » des constructeurs éditeurs,
- des éléments ayant des impacts sur la sécurité (cybersécurité),

Le Titulaire s'engage également à préconiser des solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire et à l'accompagner dans l'optimisation des systèmes en place surtout en termes de coûts.

## **9.2 –Conformité et réglementation :**

Les normes et spécifications techniques sont celles en vigueur à la date de signature du marché par le titulaire.

Le titulaire s'engage à communiquer à la CCI Occitanie :

- Toute modification de la réglementation et des normes, et ce dès sa date d'effet,

Le titulaire est tenu de respecter la réglementation applicable aux matériels et prestations associées objet du présent marché, de se conformer à l'ensemble des dispositions réglementaires ainsi qu'à toutes les évolutions de ladite réglementation.

Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir de l'absence de référence à la norme ou aux textes réglementaires de référence pour prétendre s'y soustraire.

## **9.3- Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :**

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du CCAG-TIC.

## **9.4 - Garantie des fournitures :**

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-TIC.

## **9.5 Formation du personnel :**

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations ; le cas échéant le référent technique du site et le référent informatique.

## **9.6 - Constatation de l'exécution des prestations**

### ***9.6.1 – Collaboration avec les tiers :***

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à collaborer, en cas de besoin et à la demande du Pouvoir Adjudicateur, avec tout tiers auxquels il aurait confié des travaux en relation avec les prestations, de manière à assurer la compatibilité et l'interopérabilité des interventions pour leur cohérence et la bonne exécution des solutions mises en place. Cette collaboration s'exécute impérativement sous le pilotage du pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire et les tiers susvisés s'engagent à communiquer, dans le respect des obligations de confidentialité, les informations dont ils disposent et qui sont utiles à la bonne réalisation des prestations et au fonctionnement pérenne des solutions mises en place.

### ***9.6.2 – Livraisons exécution des prestations associées :***

En complément des conditions spécifiées à l'article 20 du CCAG-TIC, les délais de livraison, d'exécution des prestations ou d'installation sont celles précisées au CCTP et au bon de commande (heures de livraison, facilités d'accès au site, récipiendaire du site...etc.)

L'ensemble des conditions, notamment l'adresse de livraison conformément à l'annexe 1 et spécificités auront été précisées à la commande.

Toute livraison égarée du fait du non-respect des indications au bon de commande sera à la charge entière du titulaire.

Les matériels et objet d'un même bon de commande sont livrés en une seule fois.

Le titulaire s'engage à livrer et à exécuter les prestations associées en une seule et même intervention et dans le respect des dates indiquées à la commande et/ou dans les délais préalablement validés avec le récipiendaire du site. En cas de non-respect de ces délais le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités fixées à l'article 17 du présent CCAP, sauf si les causes ne permettant pas de respecter les délais contractuels ne lui sont pas imputables.

## **9.7- Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 24 à 28 du CCAG-TIC

Chaque Matériel ou Prestation fait l'objet de vérification et réception.

Les vérifications seront effectuées par le référent SI, et/ou le référent du site délégué aux prestations conformément aux stipulations du bon de commande concerné.

### **9.7.1 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-TIC.

Cette étape doit permettre à la CCI Occitanie, avec le concours du titulaire, de tester et de valider le fonctionnement du matériel livré et/ou des Prestations associées d'installation.

Au terme de cette période le service est réputé régulier si :

- La durée cumulée des temps d'arrêt imputables au système n'excède pas 2 heures (pendant la période de vérification)
- Les temps d'arrêt ont comme point de départ le moment où la panne est signalée au titulaire et prennent fin dès que le matériel est de nouveau en état de fonctionner. Il se décompte dans la limite des heures ouvrées.
- Les composants logiciels sont à jour des versions supportées par l'éditeur et à jour des correctifs de faille de sécurité

Si la mise à jour des composants relève de la responsabilité de la CCI Occitanie, la VSR est prononcée.

A l'issue de la période de VSR la réception est prononcée sous 7 jours calendaires sauf ajournement, réfaction ou rejet de matériel et/ou de la prestation associée.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-TIC.

## **9.8 – Matériel non installé par le titulaire :**

A la livraison des matériels, en cas de constat d'anomalies, la CCI Occitanie transmet une réclamation au titulaire qui s'engage à régulariser sous 8 jours. Cette réclamation suspend toutes les opérations de vérification de réception et le matériel est réputé non-livré ; dès lors aucun paiement ne peut être honoré.

## **9.9 – Délais :**

Le titulaire fournira une adresse mail, afin d'assurer la traçabilité des demandes d'informations ou réclamations et/ou un outil de suivi de type GAO ou MAO.

Les délais de livraison, d'exécution des prestations associées ou d'installation sont précisées au CCTP et ou aux bons de commandes.

### **9.9.1 – Prolongation de délais à l'initiative du titulaire :**

Toute prolongation de délai est réalisée dans le cadre de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Par dérogation, le silence gardé par la CCI Occitanie dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande vaut refus implicite.

## **9.10 –Concession et droit de propriété intellectuelle :**

### **9.10.1 – Droit d'usage :**

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux tiers désignés, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats conformément à l'article A.38 du CCAG-TIC.

La fourniture de licences de logiciel est prévue par le présent contrat.

Le titulaire en concède, avec l'ensemble des garanties de droits et de faits associées, à titre non-exclusif le droit d'utilisation et d'exploitation desdits logiciels.

Cette concession de droit d'usage est accordée pour toute la durée d'utilisation du matériel.

Le titulaire fournit à la CCI Occitanie :

- Les logiciels transcrits sur un support d'information lisible sur le matériel
- Des manuels décrivant les fonctions et les modalités d'emploi des logiciels fournis et permettant leur mise en œuvre.
- D'un document attestant la délivrance de la licence et de son numéro

Pendant une période de deux ans, le titulaire assiste, sur leur demande, le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés, dans l'exercice des droits concédés.

### 9.11 - Cybersécurité :

Le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité est applicable au présent marché

Ce clausier est consultable sur le lien suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/9/18/ECOP1825228A/jo/texte/fr>

Le titulaire s'engage à respecter et à veiller à leur respect en cas de sous-traitance

### 9.12 - Garantie des prestations

Les fournitures et prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-TIC.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

Lorsqu'une une garantie cours, postérieurement à la fin du marché, le titulaire s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la prise en charge en maintenance au "nouveau titulaire" du marché consécutif.

Au terme de la garantie, les équipements et/ou fonctionnalités installés s'intègrent au contrat de maintenance conformément aux conditions de l'article 32 du CCAG-TIC et du présent CCAP.

## 10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

## 11 - Pénalités

### 11.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100.00€ par jour de retard.

Par ailleurs sont concernées également les pénalités résultant d'un défaut de sécurité de la part du titulaire.

En cas d'intrusion sur l'autocommutateur, la responsabilité du titulaire sera engagée et soumise à indemnisation sur la base des coûts supportés par le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### 11.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité s'applique dans les conditions suivantes :

OBJET DE LA PENALITE	VALEUR CIBLE	PENALITE
Maintenance : retard dans la prise en charge de la demande de dépannage	Prise en compte au-delà de 4 heures (ouvrées)	50 € HT par heure de retard plafonné à 500 € HT.
Panne bloquante	Indisponibilité maximale de 4 heures (ouvrées)	80€ HT par heure supplémentaire d'indisponibilité
Panne non bloquante	Indisponibilité maximale de 2 jours (J+1) (ouvrés)	50€ HT par journée suivante supplémentaire d'indisponibilité

Ces pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard du titulaire à la remise en état de l'installation concernée.

La pénalité commence à la première heure de dépassement et est plafonnée à 1000,00€ HT par incident.

### **11.3 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **12 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **13- Résiliation du contrat**

### **13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

### **13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14 - Règlement des litiges et langues**

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation.

Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé au pouvoir adjudicateur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCIR Occitanie au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Le tribunal territorialement compétent est le tribunal administratif du lieu d'exécution du marché soit :

Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV-BP 7007 31068 TOULOUSE Cedex 07 Tél : 0562735757 courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr	Tribunal Administratif de Montpellier 6 rue Pitot 34000 Montpellier - Tel : 04 67 54 81 00 courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
---	--

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges :

CCIRA de Bordeaux

103 bis, rue Belleville - BP 952 - 33063 BORDEAUX Cedex-

Tél. 05.56.69.27.18 (Mme Claire GACHET, secrétaire du CCIRA)

Tél.06.26.14.40.10 (Mme Claudine TEYSSANDIER-ROUSSET,  
Secrétaire adjointe du CCIRA)

Courriels [claire.gachet@direccte.gouv.fr](mailto:claire.gachet@direccte.gouv.fr)

[Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr](mailto:Claudine.teyssandier-rousset@drjscs.gouv.fr)

CCIRA de Marseille

Place Félix-Baret CS 80001 13282 MARSEILLE Cedex 06

Courriel : [catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr](mailto:catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr)

Tél. : 04.84.35.45.54

Fax : 04.84.35.44.60

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 13 - Clauses complémentaires

Une clause de réexamen est introduite à l'article 1.7 du présent CCAP afin de prendre en compte l'évolution de l'objet du marché. Cette clause de réexamen permettra d'éviter la conclusion d'un avenant venant modifier le périmètre du marché et en bouleverser l'économie.

### 13.1 - Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de

tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

## 14 - Dérogations

- L'article 3.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG – TIC\*
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - TIC\*
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - TIC\*
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - TIC\*

\* Technique de l'Information et de la Communication